



Conseil général de l'environnement et du développement durable AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

Communiqué de presse

Jeudi 4 décembre 2014

L'Autorité environnementale a rendu ses avis sur les projets suivants :

1. Plan d'action pour le milieu marin des Mers Celtiques
2. Plan d'action pour le milieu marin du Golfe de Gascogne
3. Plan d'action pour le milieu marin de Manche – mer du Nord
4. Plan d'action pour le milieu marin de Méditerranée occidentale
5. Le cadrage préalable du projet d'extension du port de Pêche La Cotinière (17)

L'Autorité environnementale (Ae) s'est réunie le mercredi 3 décembre 2014 pour délibérer sur 5 avis :

Projets de plan d'action pour le milieu marin des sous-régions marines Mers Celtiques, Golfe de Gascogne, Manche mer du Nord et Méditerranée occidentale

Les plans d'action pour le milieu marin (PAMM) s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM)¹, dont l'objet est de donner un cadre à la politique européenne pour le milieu marin. Cette directive vise à prendre en compte au sein d'un seul plan les effets sur le milieu marin de différentes politiques publiques et sectorielles pour atteindre le bon état écologique en 2020.

La France a élaboré trois plans pour la façade Atlantique : Manche - mer du Nord, Mers celtiques et Golfe de Gascogne, et un plan pour la façade Méditerranéenne : Méditerranée occidentale. Trois des cinq documents qui composent les PAMM – évaluation initiale des eaux marines, définition du bon état écologique, objectifs environnementaux et indicateurs associés – ont été approuvés en 2012 et ont fait l'objet d'une première évaluation par la Commission européenne. Le programme de surveillance, très largement commun à toutes les sous-régions marines, est en cours de finalisation. Le programme de mesures sera soumis à la consultation du public en même temps que les projets de SDAGE² et de PGRI³.

L'ensemble apparaît très complexe et d'un accès difficile pour le public.

¹ Directive n° 2008/56/CE du 17 juin 2008

² Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux des bassins « terrestres »

³ Plan de gestion des risques inondations des mêmes bassins

Contacts presse :

CGEDD / AE : Maud de Crépy : 01 40 81 68 11

CGEDD / AE : Mélanie Moueza : 01 40 81 23 73

CGEDD / AE : Thierry Carriol : 01 40 81 36 35

La structure et le contenu des PAMM découlent à la fois du cadre défini par la directive et de plusieurs choix déterminants pour en comprendre la portée et les limites. C'est ce qui a conduit l'Ae à formuler plusieurs recommandations sur des points relatifs à leur articulation avec les autres politiques publiques présentant les impacts les plus forts pour les enjeux des PAMM et les autres territoires et espaces marins voisins, y compris étrangers – îles anglo-normandes non abordées, par exemple. L'Ae s'est en particulier interrogée sur les raisons ayant conduit à trois plans distincts sur la façade Atlantique, alors qu'ils présentent de très fortes similitudes.

En terme de calendrier, l'Ae a recommandé de préciser la définition du bon état écologique dans les meilleurs délais, afin de préciser à temps l'état écologique actuel et le contenu des différentes mesures pour atteindre ce bon état en 2020, tout en reconnaissant l'intérêt de présenter les objectifs et les enjeux du PAMM dans une perspective de long terme, ce premier plan devant initier une démarche itérative.

Les recommandations de l'Ae ont principalement porté sur l'opportunité de tirer profit de la démarche d'évaluation environnementale pour aborder le milieu marin de façon intégrée, en faisant mieux ressortir la complémentarité entre mesures existantes, le cas échéant à renforcer, et mesures complémentaires ou nouvelles, pour l'instant éclatées dans de multiples plans et programmes – en particulier les SDAGE. La complexité actuelle des plans ne permet pas de juger pleinement de la cohérence de toutes ces mesures, ni de pouvoir apprécier leurs effets globaux à l'échelle de chaque sous-région.

Ces recommandations se traduisent par un besoin de meilleure hiérarchisation et localisation des enjeux, de précision dans la définition des mesures et d'explicitation du processus de sélection des mesures nouvelles. Pour l'Ae, l'accès à la connaissance par des actions de surveillance et de recherche est un enjeu prioritaire pour cette hiérarchisation.

L'Ae recommande également de mieux apprécier les effets des PAMM, en particulier vis-à-vis des sites Natura 2000 et de prévoir des mesures appropriées sur les points qui, selon leur évaluation environnementale, méritent une vigilance particulière.

En termes de suivi, l'Ae recommande de mieux articuler les futures actions de surveillance avec les priorités des PAMM, tout particulièrement pour celles non prises en compte à ce stade, le dispositif de suivi ayant certes vocation à suivre l'atteinte du bon état écologique, mais aussi à suivre la mise en œuvre du programme de mesures, y compris ses effets imprévus.

Chacun des avis a complété les recommandations générales par plusieurs recommandations, spécifiques à chaque sous-région marine.

Cadrement préalable du projet d'extension du port de Pêche La Cotinière (17)

Avant la réalisation de son étude d'impact, tout pétitionnaire peut solliciter de l'autorité chargée d'approuver le projet des réponses à des questions de principe ou de méthode qu'il se pose sur des points particuliers⁴. Cette autorité consulte alors l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement. C'est dans ce cadre que l'Ae a été saisie du projet d'extension du port de pêche de La Cotinière.

Ce projet, situé sur la commune de St-Pierre d'Oléron, en façade Atlantique de l'île d'Oléron est porté par le conseil général de Charente-Maritime. Appuyée sur un accès direct à la haute mer, l'activité de pêche professionnelle constitue le cœur de développement du village, le plus important port de pêche de Charente-Maritime.

⁴ Le cadrement préalable est prévu par l'article R. 122-4 du code de l'environnement et la circulaire du 3 septembre 2009

Contacts presse :

CGEDD / AE : Maud de Crépy : 01 40 81 68 11
CGEDD / AE : Mélanie Moueza : 01 40 81 23 73
CGEDD / AE : Thierry Carriol : 01 40 81 36 35

Le projet a donné lieu en 2011 à l'établissement d'un marché portant sur la réalisation d'une étude d'opportunité et d'évaluation préalable à un contrat de partenariat public, suivi en avril 2013 d'un appel à PPP pour « la conception, la construction d'une nouvelle criée, d'un troisième bassin et d'un nouveau terre-plein sur le port de pêche de La Cotinière ainsi que le financement, la maintenance et le gros entretien renouvellement relatifs à cette opération ».

Au stade de ce cadrage préalable, l'Ae estime que les enjeux principaux de ce projet sont : l'insertion paysagère du projet, le déplacement du centre de gravité du port vers l'est pour l'urbanisation future, la restauration écologique de l'ancienne zone de stationnement « empierrée » dans la dune sud-ouest, l'aménagement du nouveau parking en remplacement de la partie à démolir du bâtiment actuel de la criée, la prise en compte du risque de submersion marine, l'impact sur l'évolution du trait de côte, ainsi que les impacts des travaux sur le site Natura 2000.

Sur ces différents sujets, l'avis reprend, pour chaque rubrique prévue dans une étude d'impact, l'analyse par l'Ae des informations qui lui paraissent opportunes pour une bonne information du public.

Retrouvez les avis complets, ainsi que les décisions et les notes de l'Ae sur le site Internet : www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr

L'autorité environnementale du conseil général de l'Environnement et du Développement durable, créée par le décret n° 2009-496 du 30 avril 2009, donne des avis, rendus publics, sur les évaluations des impacts des grands projets et programmes sur l'environnement. La création de l'autorité environnementale répond aux législations européennes et nationales.

Ces dernières prévoient que les évaluations d'impacts environnementaux des grandes opérations sont soumises à l'avis, rendu public, d'une « autorité compétente en matière d'environnement ». Ces prescriptions visent à faciliter la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent (convention d'Aarhus, charte constitutionnelle), et à améliorer la qualité des projets avant la prise de décision.

Contacts presse :

CGEDD / AE : Maud de Crépy : 01 40 81 68 11
CGEDD / AE : Mélanie Moueza : 01 40 81 23 73
CGEDD / AE : Thierry Carriol : 01 40 81 36 35